COMPRÉHENSION ÉCRITE NIVEAU C1

**Handicap : des associations dénoncent "l'attentisme" des pouvoirs publics**

Source : TV5 Monde. Le 16 avr. 2024 à 22h01 (TU). Mis à jour le 17 avr. 2024 à 05h40 (TU). Par AFP.

Lien : <https://information.tv5monde.com/science/handicap-des-associations-denoncent-lattentisme-des-pouvoirs-publics-2718255>

Les pouvoirs publics font preuve d'un "attentisme scandaleux" s'agissant du respect des droits des personnes handicapées, dénoncent mercredi plusieurs associations qui appellent à des "actions concrètes" et "des investissements à la hauteur".

Ce "cri d'alarme" de l’Unapei, de l'APF France handicap, de l’Unafam et de la Fnath, est lancé un an jour pour jour après l'avis du Conseil de l'Europe concluant à la violation par la France de plusieurs articles de la charte sociale européenne.

Le Conseil de l'Europe avait notamment cité le manque de places en structures d'accueil pour personnes handicapées, l'insuffisance des aides financières et l'inaccessibilité des bâtiments ou moyens de transport.

Y étaient également pointés du doigt l'insuffisante inclusion des élèves handicapés dans les écoles ordinaires, ou encore le "nombre élevé de cas de refus de soins" en matière de santé.

Un an plus tard, "force est de constater que les droits des personnes en situation de handicap et de leurs familles ne sont toujours pas respectés", dénoncent les quatre associations dans un communiqué commun. Elles fustigent un "attentisme des pouvoirs publics scandaleux au regard des conditions de vie dégradées des personnes en situation de handicap et de leurs familles".

Face à ce constat, les associations appellent "à ce que les requêtes formulées lors de la Conférence nationale du handicap se traduisent en actions concrètes et en investissements budgétaires à la hauteur des besoins et des attentes".

"Combien de temps les personnes en situation de handicap et leurs proches devront-ils pallier les manquements de l’État, accepter des conditions de vie dégradées et être exclus de la société ?", s'interrogent-elles.

En avril 2023, lors de la Conférence nationale du handicap, le président de la République, Emmanuel Macron, avait annoncé une série de mesures visant à faciliter la vie quotidienne des personnes handicapées et leur inclusion.

Les annonces formulées à cette occasion, "notamment les 1,5 milliard (d'euros) pour l’accessibilité, apparaissent aujourd’hui non seulement incertaines du fait des coupes budgétaires, mais sont également insuffisantes", relèvent les associations.

Face aux inquiétudes, les ministres chargées de la Santé et du Handicap, Catherine Vautrin et Fadila Khattabi, ont notamment assuré la semaine dernière que les fauteuils roulants seraient bien intégralement remboursés "avant la fin 2024", affirmant disposer d'un coup de pouce budgétaire.

